

Réponse du CLEEE à la Consultation de la CRE n°2020-007 du 19 mars 2020 relative à la composante de soutirage du « TURPE 6 »

Question 1 Êtes-vous favorable aux principes identifiés par la CRE pour élaborer la structure du TURPE 6 ?

Réponse : le CLEEE partage pleinement les objectifs de la CRE comme déjà mentionné dans notre réponse à la précédente consultation 2019-011 du 23 mai 2019.

La lisibilité des tarifs (complexité adaptée à chaque catégorie d'utilisateurs) et de progressivité des évolutions nous semblent, notamment, importantes.

Question 2 Etes-vous favorable aux évolutions de méthodologie envisagées par la CRE pour déterminer la composante de soutirage ?

Réponse : La méthodologie proposée de la CRE, beaucoup plus fine que pour l'élaboration des tarifs précédents, repose sur le calcul du coût marginal. En théorie l'utilisation de données plus fines ne peut que mieux traduire la réalité des coûts. Les limites de cet exercice seront atteintes lorsque la complexité supplémentaire ne se traduira plus que par une modification marginale des coefficients obtenus en comparaison d'une méthode plus simple. S'agissant d'une tarification par nature moyenne, le niveau de complexité de la méthode doit rester raisonnable.

Question 3 Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTB ?

Réponse : Avis favorable pour le HTB3, avis réservé pour le HTB1 et HTB2.

La CRE justifie notamment l'évolution tarifaire qu'elle propose par la décision d'affecter le coût de desserte uniquement à la part puissance du Turpe. Ceci est logique en raisonnement marginal : impact d'un nouveau consommateur. Or dans la réalité le parc de consommateurs est très largement existant. L'approche marginale a donc moins de sens. Elle a pour effet de transférer les coûts à certaines catégories de consommateurs (notamment, le transport ferroviaire) au bénéfice d'autres catégories, sans autre justification qu'une théorie économique surtout adaptée à une allocation des coûts "à neuf" (cas d'un parc de consommateurs évoluant rapidement). L'évolution du parc sera certes significative en BT (avec l'arrivée des bornes de recharges électrique notamment), mais l'est beaucoup moins en HTB1 et HTB2. Nous souhaiterions donc que la CRE tienne davantage compte dans son modèle tarifaire du caractère existant du parc de consommateurs en HTB.

Question 4 Êtes-vous favorable à l'évolution des grilles HTA et BT > 36 kVA ?

Réponse : L'impact est loin d'être marginal pour certaines catégories de consommateurs : +20% pour les CU<1000h en HTA, +6% pour les CU<1000h en BT>36.

Il est essentiel de prévoir une progressivité de ces évolutions tout au long de la période Turpe 6.

Question 5 Êtes-vous favorable au maintien de l'option HTA à pointe mobile ?

Réponse : Nous recommandons une plus forte différenciation de l'option : hausse du coût en PM et baisse du coût dans les autres périodes tarifaires. Seule une telle mesure pourrait amener les utilisateurs à souscrire davantage.

Si la CRE devait décider de ne pas changer les paramètres tarifaires, alors nous serions favorables à la suppression de cette option qui ne présente pas d'intérêt pour les consommateurs au vu de la faible différenciation.

Question 6 Êtes-vous favorable aux modalités et au calendrier de mise en œuvre de la généralisation des options à 4 plages temporelles envisagés par la CRE ?

Réponse : Oui sur le principe, attention simplement à ce que le calendrier d'augmentation tarifaire de l'option SDT soit compatible avec la vitesse de déploiement Linky.

Question 7 Etes-vous favorable à l'évolution des grilles BT ≤ 36 kVA ?

Réponse : Evolution importante de la part puissance. Il est important de mettre en œuvre la progressivité telle que proposée en 3.4.2.2.

D'autre part, concernant le 3.4.2.2.1., nous constatons à la lecture du tableau p20 que le coût en 2024 de l'option CU SDT sera extrêmement élevé en comparaison de l'option 4 postes. Sur le principe, nous sommes favorables à l'incitation à passer en 4 postes, ce qui incite les consommateurs à un meilleur pilotage de leur consommation. Toutefois nous connaissons l'inertie des consommateurs et craignons que ceux-ci soient mal informés et subissent cette hausse massive du Turpe SDT sans avoir été suffisamment alertés de la nécessité de passer en option tarifaire 4 postes. Il faudrait que les consommateurs basculent par défaut en Turpe 4 postes sauf demande explicite de leur part de rester en SDT.

Question 8 Êtes-vous favorable au maintien en 2024 d'options dérogatoires (base et heures pleines / heures creuses) uniquement accessibles aux consommateurs non équipés de compteurs évolués, selon les modalités proposées par la CRE ?

Réponse : Avis favorable

Question 9 Partagez-vous l'analyse de la CRE sur la nécessité de faire supporter le surcoût généré par la relève à pied résiduelle aux consommateurs qui, de leur fait, ne disposent pas de Linky ?

Réponse : Avis favorable

Question 10 Êtes-vous favorable à l'adaptation du positionnement des heures creuses afin de prendre en compte les contraintes locales sur les réseaux dans le respect du principe de péréquation ?

Réponse : Oui le CLEEE est très favorable à cette adaptation très vertueuse du point de vue de la maîtrise de la pointe notamment avec le déploiement des véhicules électriques. Toutefois, une communication claire sera essentielle afin que les consommateurs soient pleinement conscients de la modification de leurs heures creuses et puissent en tirer tout le bénéfice.

Question 11 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle l'introduction de dénivelés de puissance souscrite en basse tension ≤ 36 kVA ne constitue pas une évolution à prioriser pour TURPE 6 ?

Réponse : Oui nous partageons l'analyse de la CRE. Les dénivelés de puissance en BT<36kVA introduisent une complexité inutile à ce stade très précoce de la sensibilisation des consommateurs. La fin du déploiement Linky, le passage en tarification 4 postes, ou

Comité de Liaison des Entreprises Consommatrices d'Electricité (CLEEE¹)

10 Rue du Colisée – 75 008 PARIS – Tel : +33 6 17 78 80 59 – www.cleee.fr – frank.roubanovitch@cleee.fr

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901 et le décret du 16 août 1901

encore le déploiement par les fournisseurs d'offres d'effacement diffus par asservissements des équipements aux signaux Turpe, doivent constituer les premières étapes.

Question 12 Partagez-vous l'analyse de la CRE selon laquelle la règle imposant de souscrire une formule tarifaire d'acheminement pour 12 mois consécutifs, même en cas de changement de fournisseur, doit être maintenue en l'état tant que des options saisonnalisées cohabitent avec des options non saisonnalisées

Réponse : Pas d'avis tranché, nous partageons plutôt l'analyse de la CRE

Question 13 Avez-vous des remarques relatives aux dispositions tarifaires en vigueur relatives à l'autoconsommation, en particulier concernant la composante de soutirage optionnelle pour les participants à des opérations d'autoconsommation collective ?

Réponse : non